



Investir dans les populations rurales

Conseil d'administration

Cent quarantième session

Rome, 11-12 décembre 2023

Discours d'ouverture du Président, Alvaro Lario

Cote du document: EB 2023/140/INF.2/Rev.1

Date: 12 décembre 2023

Distribution: Publique

Original: Anglais/Espagnol/Français

POUR: INFORMATION

Excellences,

Chers collègues,

Mesdames et Messieurs,

Je vous souhaite la bienvenue à la cent quarantième session du Conseil d'administration du FIDA.

À l'heure où nous nous réunissons, le monde attend avec impatience de connaître le résultat final des négociations de la COP 28 et la voie à suivre aux fins de la pleine application de l'Accord de Paris.

Pour se rapprocher de l'objectif climatique de 1,5 °C, on estime que 5 000 milliards de dollars d'investissements à faible émission de carbone sont nécessaires chaque année jusqu'en 2030. C'est manifestement plus que ce que tous les gouvernements et banques multilatérales du monde peuvent mobiliser ensemble. Le grand nombre d'institutions financières et d'entreprises présentes à la COP montre que nous avons plus que jamais besoin de l'expérience du monde des entreprises, de compétences techniques spécialisées et d'une collaboration plus étroite avec le secteur privé.

Dans ce contexte, il est absolument essentiel que les nouveaux financements parviennent aux petits exploitants agricoles et aux millions d'autres ruraux qui, par leur travail, nous assurent une alimentation suffisante. Ce point est capital, que nous parlions de la lutte contre les changements climatiques ou des nouveaux financements nécessaires à la transformation des systèmes alimentaires.

On ne saurait trop insister sur les risques imminents et injustes que les changements climatiques font peser sur les petits exploitants agricoles. Ceux-ci ont une faible empreinte carbone et sont déjà durement touchés par les conditions météorologiques extrêmes.

Pourtant, ils reçoivent à peine 1% du financement mondial de l'action climatique.

Récemment, j'ai eu l'honneur de rencontrer la fille de M. Abdelmuhsin M. Al-Sudeary, le premier Président du FIDA. Et la semaine dernière, j'ai pu m'entretenir avec le troisième Président du FIDA, M. Fawzi Al-Sultan.

Ces rencontres m'ont fait réfléchir aux similitudes entre la situation mondiale actuelle et l'époque à laquelle le FIDA a été créé.

J'ai été particulièrement frappé de voir comment, en pleine crise mondiale, les premiers Membres du FIDA s'étaient rassemblés pour appuyer l'institution et accroître les investissements en faveur des populations rurales.

En partant de cette base solide, le FIDA a parcouru un long chemin. Cependant, le monde est une fois de plus plongé dans un cycle de crises récurrentes, et il est urgent d'accroître les financements en faveur des régions les plus pauvres si nous voulons faire reculer la faim et la pauvreté.

Je suis très heureux de voir que les Membres du FIDA renouvellent leur ferme soutien, et je ne doute pas que nous pouvons continuer à travailler ensemble en vue de garantir la sécurité alimentaire de demain.

Mesdames et Messieurs,

L'action du FIDA aux côtés des petits exploitants agricoles et d'autres populations rurales est essentielle pour revenir sur la bonne voie et atteindre les objectifs de développement durable. J'attends avec intérêt vos suggestions sur la façon dont le FIDA pourrait tirer parti des partenariats existants et nouveaux pour amplifier son impact au niveau des opérations et des financements, et élargir son influence sur le programme d'action mondial.

Comme la plupart d'entre vous le savent, le FIDA contribue à faire fructifier les précieux dollars de l'aide publique au développement en réunissant des partenaires et en rassemblant de multiples sources de financement au service du développement. Grâce à la mobilisation de cofinancements additionnels, le FIDA transforme chaque dollar versé par ses États membres en six dollars d'investissement sur le terrain.

Nous avons déjà pris en compte vos observations sur notre programme de travail axé sur les résultats pour 2024, ainsi que sur nos budgets pour 2024 et nos plans indicatifs pour 2025-2026.

Nous nous efforçons de retrouver une trajectoire stable après trois années de hausses budgétaires, en gardant bien à l'esprit que le budget 2024 est non seulement essentiel à la réalisation des engagements pris au titre de FIDA12, mais constitue également le fondement de tout ce que le FIDA pourra accomplir au cours de FIDA13.

Les ressources que nous allouons à la décentralisation seront également indiquées dans le budget. À la suite de notre dernière réunion en septembre, nous nous sommes engagés à communiquer oralement des informations sur les mesures prises pour améliorer l'efficacité de la décentralisation, et à présenter un rapport de situation annuel à chaque session de décembre du Conseil d'administration.

Pour que le FIDA puisse obtenir des résultats solides et durables sur le terrain, il est essentiel que nous soyons toujours plus proches des populations rurales aux côtés desquelles nous œuvrons. Il en va de la crédibilité de l'institution.

Notre crédibilité et notre réputation reposent aussi sur l'existence d'une équipe indépendante chargée de la déontologie, dont l'indépendance peut être renforcée par la surveillance d'un organe directeur.

À la cent soixante-huitième réunion du Comité d'audit, nous avons évoqué les meilleures pratiques et nous nous sommes dits favorables, en principe, au fait que l'équipe chargée de la déontologie rende compte au Conseil d'administration par l'intermédiaire du Comité d'audit.

La Charte de déontologie du FIDA, qui est soumise au Conseil d'administration pour confirmation, a été élaborée par le Bureau de la déontologie en concertation avec le président du Comité d'audit. Elle est présentée au Conseil d'administration et indique les attributions supplémentaires confiées au Comité d'audit.

Mesdames et Messieurs,

Lors de la COP 28 la semaine dernière, j'ai entendu les dirigeants du monde s'accorder sur la nécessité de financer davantage l'adaptation au climat.

Le monde commence à saisir toute la nécessité d'investir dans les populations les plus vulnérables pour leur permettre de devenir résilientes aux changements climatiques et à d'autres chocs.

Le FIDA n'est autre que votre institution et votre intermédiaire pour accélérer les progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable. Je suis honoré de l'appui que vous nous apportez et de la façon dont les États membres de toutes les listes s'unissent pour soutenir le FIDA et les populations rurales au service desquelles nous œuvrons. Nous sommes particulièrement heureux de voir le FIDA élargir la base de ses Membres, et au cours de cette session, nous examinerons les nouvelles demandes d'admission de la Lituanie et de la Serbie.

Grâce à votre appui, nous sommes déjà plus actifs dans ce domaine, et nous avons considérablement progressé lors des dernières délibérations sur les priorités de FIDA13.

Nous savons que l'agriculture et les services qui y sont liés peuvent être rentables. Qu'ils peuvent offrir des emplois décents aux jeunes, aux femmes, aux peuples autochtones et à celles et ceux qui sont si souvent laissés pour compte. Et nous savons qu'il est possible – et fondamental – de faire en sorte que la production alimentaire nourrisse les populations tout en préservant la planète.

L'investissement dans les communautés rurales enclenche une dynamique vertueuse de développement et de progrès.

J'espère que nous aurons un débat très enrichissant sur ce sujet et sur tous les points de l'ordre du jour, y compris ceux qui n'ont pas été abordés dans ces observations liminaires.

Je vous remercie.